



## Ordonnance de télécom CRTC 2022-190

Version PDF

Ottawa, le 19 juillet 2022

*Dossier public : 1011-NOC2019-0372*

### **Fonds pour la large bande – Acceptation de l'énoncé des travaux pour le projet d'accès de Bell Canada au Nouveau-Brunswick (Beaver Brook Station, Bellefond)**

#### **Contexte**

1. Dans la décision de télécom 2021-260, le Conseil a accordé un financement pouvant aller jusqu'à 214 036 \$ à Bell Canada afin de construire l'infrastructure d'accès pour le projet proposé dans sa demande déposée en réponse au deuxième appel de demandes de financement provenant du Fonds pour la large bande. Le Conseil a reçu plus tard l'acceptation écrite de l'attribution du financement de la part de Bell Canada.
2. Le Conseil a reçu l'énoncé des travaux proposé de Bell Canada, y compris la trousse d'information au sujet du projet d'accès au Nouveau-Brunswick (Beaver Brook Station, Bellefond) [projet].

#### **Analyse du Conseil**

3. Le Conseil a examiné les documents déposés et approuve l'énoncé des travaux complété, lequel sera présenté séparément et à titre confidentiel à Bell Canada.
4. Le Conseil ordonnera au gestionnaire du fonds central de remettre les fonds reliés au projet à Bell Canada, à condition que celle-ci respecte toutes les conditions de financement énoncées dans la décision de télécom 2021-251, construise le projet comme décrit dans l'Annexe A : Énoncé des travaux et respecte toutes les exigences procédurales de soumission de rapports, de factures et de demandes de financement. Le non-respect de ces conditions et exigences pourrait entraîner un retard dans le versement du financement ou le non-versement du financement.
5. Le Conseil rappelle à Bell Canada la condition de financement énoncée au sous-paragraphe 35f) de la décision de télécom 2021-251. Cette condition indique que si Bell Canada est informée d'un risque d'incidence négative sur un droit ancestral ou issu d'un traité et qu'il existe une obligation de consultation, Bell Canada doit en informer le Conseil dans un délai de **20 jours** et soumettre un plan détaillant la forme et le processus d'exécution de l'obligation. Si une telle situation survenait, le déblocage de tout financement supplémentaire serait conditionnel à la démonstration par Bell Canada que les consultations nécessaires ont été menées à la satisfaction de l'État.

6. Bell Canada doit soumettre un rapport d'étape et un formulaire de réclamation de dépenses trimestriels à partir du **17 octobre 2022** au plus tard, ou comme autrement convenu avec le Conseil, et à tous les **trois mois** par la suite jusqu'à l'achèvement du projet.
7. De plus, conformément aux conclusions tirées par le Conseil dans la décision de télécom 2021-251, Bell Canada doit offrir et fournir des services à large bande au moyen d'installations financées par le Fonds pour la large bande, qui s'appliqueraient après la construction de l'infrastructure, conformément à l'engagement pris dans sa demande et approuvé dans l'Annexe B : Services du projet.

## Instructions

8. Les Instructions de 2006<sup>1</sup> et de 2019<sup>2</sup> (collectivement les Instructions) précisent que le Conseil, dans l'exercice de ses pouvoirs et de ses fonctions en vertu de la *Loi sur les télécommunications (Loi)*, doit mettre en œuvre les objectifs de la politique de télécommunication énoncés à l'article 7 de la *Loi*, conformément aux considérations énoncées dans les Instructions<sup>3</sup> et devrait préciser comment ses décisions peuvent, le cas échéant, promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation.
9. Le Conseil estime que sa conclusion d'approuver le financement du Fonds pour la large bande pour le projet décrit dans la présente ordonnance est conforme aux Instructions. Plus précisément, la décision d'allouer des fonds pour l'amélioration des services à large bande au Nouveau-Brunswick contribuera à combler les lacunes en matière de connectivité dans des zones mal desservies et répondra aux besoins sociaux et économiques des consommateurs. Ce faisant, la présente ordonnance mettra en œuvre les objectifs de la politique de télécommunication, notamment ceux établis aux alinéas 7a), 7b) et 7h) de la *Loi*<sup>4</sup>.

Secrétaire général

---

<sup>1</sup> Décret donnant au CRTC des instructions relativement à la mise en œuvre de la politique canadienne de télécommunication, DORS/2006-355, 14 décembre 2006

<sup>2</sup> Décret donnant au CRTC des instructions relativement à la mise en œuvre de la politique canadienne de télécommunication pour promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation, DORS/2019-227, 17 juin 2019

<sup>3</sup> Les considérations pertinentes sont le sous-alinéa 1a)(i) des Instructions de 2006, lequel précise que le Conseil devrait se fier, dans la plus grande mesure du possible, au libre jeu du marché comme moyen d'atteindre les objectifs de la politique, et l'alinéa 1a) des Instructions de 2019, lequel précise que le Conseil devrait examiner comment ses décisions peuvent promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation.

<sup>4</sup> Les objectifs de la politique cités de la *Loi* sont : 7a) favoriser le développement ordonné des télécommunications partout au Canada en un système qui contribue à sauvegarder, enrichir et renforcer la structure sociale et économique du Canada et de ses régions; 7b) permettre l'accès aux Canadiens dans toutes les régions – rurales ou urbaines – du Canada à des services de télécommunication sûrs, abordables et de qualité; et 7h) satisfaire les exigences économiques et sociales des usagers des services de télécommunication.

## Documents connexes

- *Fonds pour la large bande – Approbation du financement des projets d'accès de Bell Canada au Nouveau-Brunswick, en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador, Décision de télécom CRTC 2021-256 englobant les Décisions de télécom CRTC 2021-257, 2021-258, 2021-259, 2021-260 et 2021-261, 4 août 2021*
- *Fonds pour la large bande – Deuxième appel de demandes – Décision de préambule concernant la troisième série des approbations de financement de projets, Décision de télécom CRTC 2021-251, 4 août 2021*